

République du Sénégal



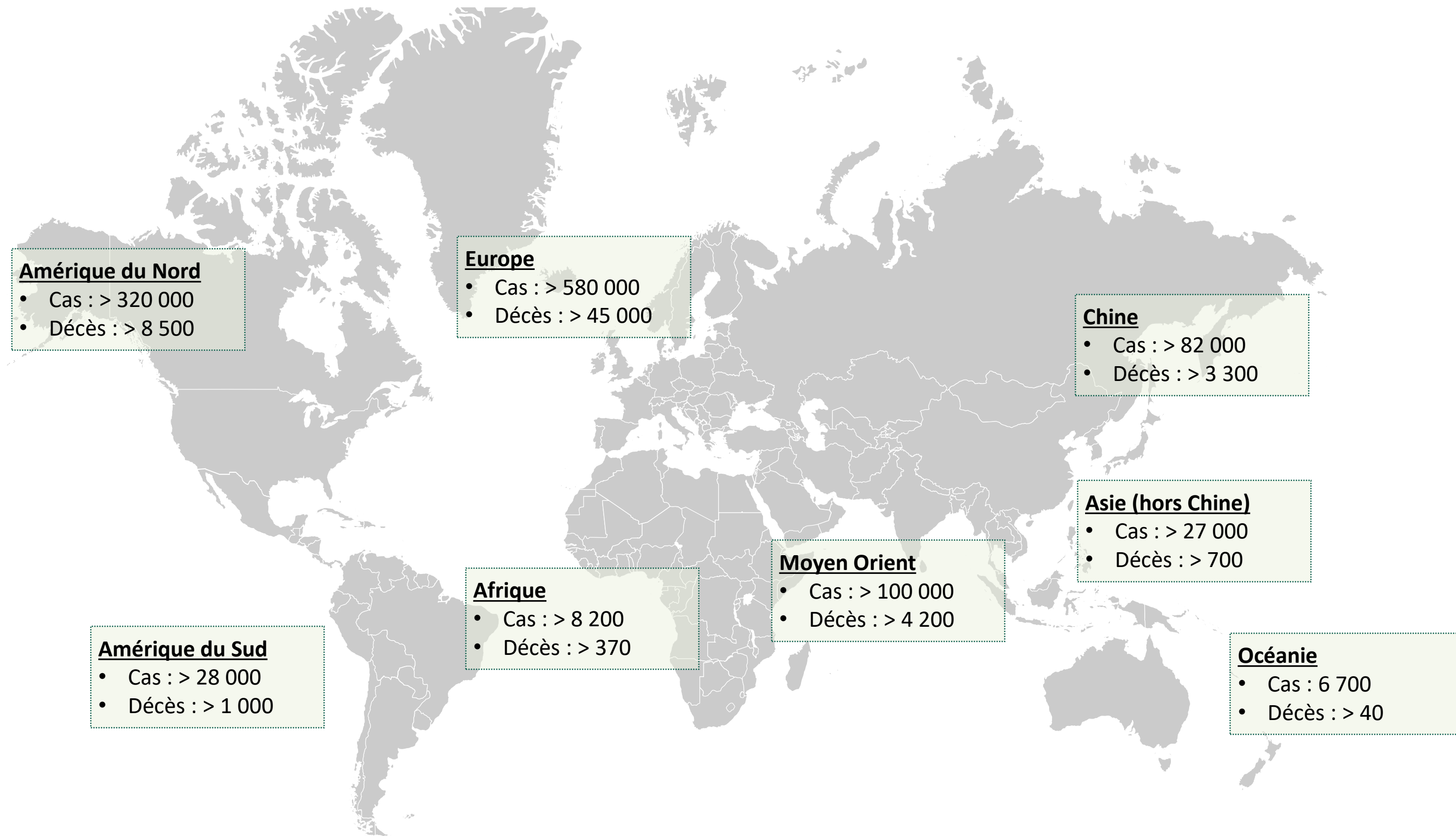
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



Programme de Résilience Economique et Sociale

Mobilisation nationale et internationale
pour abonder le Fonds de Riposte et de Solidarité
face à la pandémie du COVID-19

Propagation internationale de la pandémie Covid-19



1 100 000 +
Cas reportés

64 000 +
Décès reportés

205 pays
Touchés

50 + pays
Avec plus de 1 000 cas

20 000 + cas
Reportés par jour aux
US

Éléments de contexte sur l'impact de la crise actuelle

La propagation de la pandémie Covid-19 a entraîné des répercussions sanitaires, économiques et financières sans précédent à l'échelle mondiale

- **A l'inverse de la crise financière de 2008, la crise actuelle se caractérise par un « arrêt soudain » de l'économie réelle**, une désorganisation sans précédent des chaînes de production mondiales et un ralentissement brutal de l'activité économique
- **De tels chocs sur l'économie réelle pourraient avoir des répercussions sur la solvabilité de certains ménages et/ou entreprises** et in fine, sur celle du secteur financier dans son ensemble
- **La pandémie de Covid-19 a provoqué un effondrement des prix du pétrole qui ont atteint leur plus bas niveau depuis 2003**. La situation actuelle est sans équivalent au cours de l'histoire récente car elle combine un **choc de demande** (baisse des perspectives de croissance) et un **choc d'offre** (guerre des prix entre l'Arabie Saoudite et la Russie)

L'impact potentiel du Covid-19 varie significativement selon les secteurs économiques, et également selon les pays

- **Les secteurs les plus exposés comprennent** : l'automobile, les biens de consommation durable, le commerce de détail, le textile / habillement, l'hôtellerie, les loisirs et le tourisme, le secteur bancaire, les transports notamment le secteur aérien, la construction immobilière, etc.

La majorité des économistes s'accordent désormais sur le fait que le coronavirus devrait provoquer une récession à l'échelle mondiale en 2020, suivi d'un rebond relativement prononcé en 2021

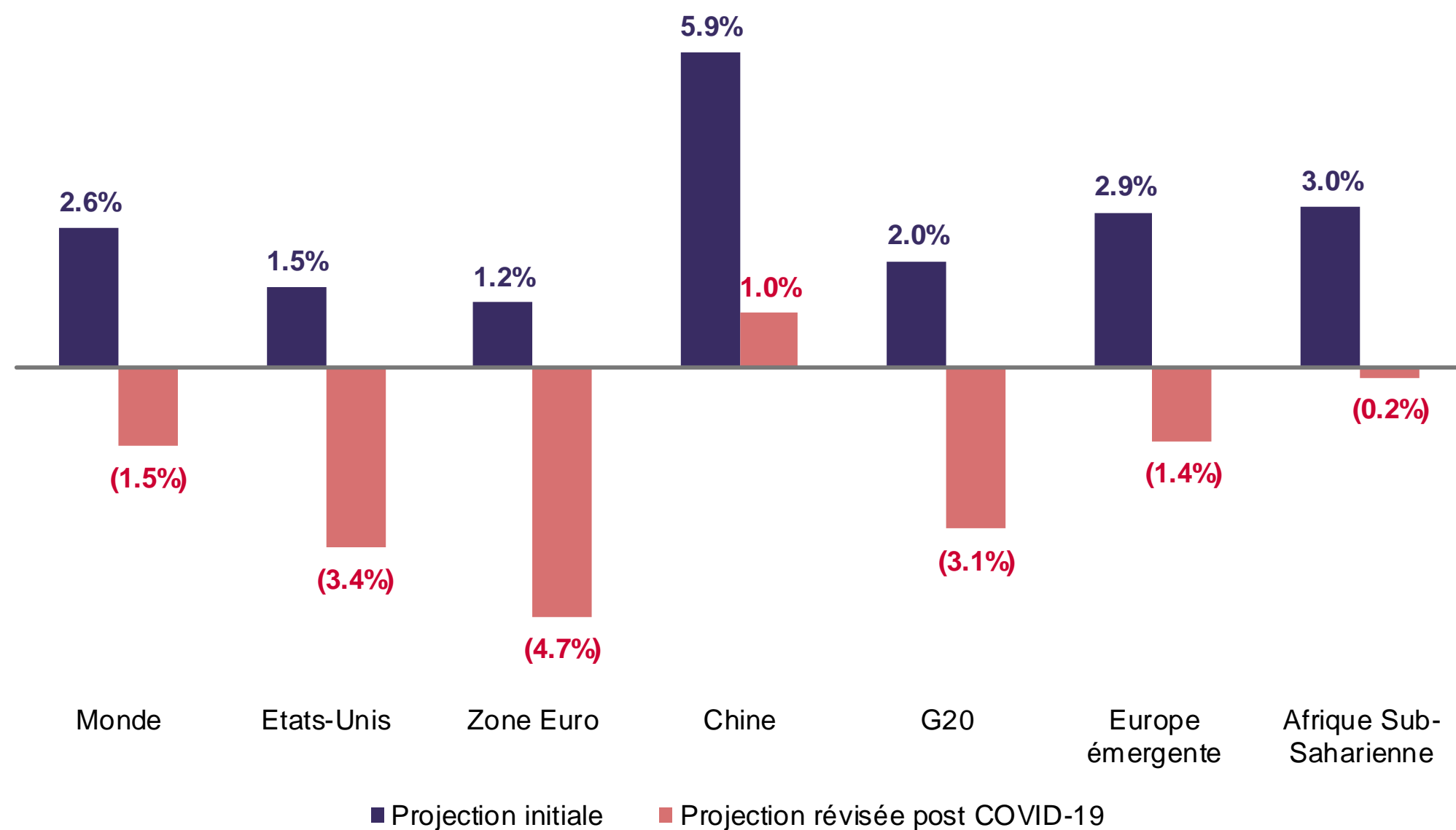
- De profondes incertitudes demeurent quant à l'ampleur des répercussions de la crise actuelle sur l'activité économique ainsi que sur la forme de la reprise, en « U » ou en « V »

Les gouvernements et banques centrales à l'international ont annoncé des mesures de soutien d'une ampleur et d'une diversité sans précédent en réponse au Covid-19

- **Plus de 140 gouvernements sur l'ensemble des zones géographiques ont annoncé des mesures en réponse au Covid-19**, dont plus de 50% en couplant des mesures monétaires à un stimulus budgétaire et/ou des mesures de soutien indirect à l'économie, tels que des mécanismes de garantie, et ce panorama évolue chaque jour
- **Plus de 40 pays sur l'ensemble des continents ont adopté des stimulus budgétaires d'un montant équivalent à au moins 1% de leur PIB**

Impact sur la croissance mondiale et aperçu des réponses des gouvernements

Estimations préliminaires de l'impact du Covid-19 sur la croissance dans le monde en 2020



Source : Institute of International Finance

Taille moyenne des mesures de soutien adoptées à l'international

Taille moyenne en % du PIB	Stimulus budgétaire financé par endettement ¹	Mécanismes de garantie & Passifs contingents ²	Nouvel endettement direct et indirect ³
Europe	3.8%	5.6%	7.8%
USA et Canada	6.5%	2.1%	7.5%
Asie - Pacifique	2.2%	3.0%	3.2%
Russie et CIS	2.6%	0.9%	2.7%
Amérique Latine	3.0%	0.8%	2.9%
Moyen-Orient & Afrique du Nord	6.7%	0.2%	6.7%
Afrique Sub-Saharienne	1.7%	0.1%	1.7%
Monde	3.5%	4.1%	5.2%
<i>Dont pays du G20</i>	<i>2.2%</i>	<i>3.9%</i>	<i>6.1%</i>

¹ Moyenne pour les pays ayant annoncé un stimulus budgétaire quantifiable en % du PIB

² Moyenne pour les pays ayant annoncé des mécanismes de garantie quantifiables en % du PIB

³ Moyenne pour les pays ayant annoncé un stimulus budgétaire et/ou des mécanismes de garantie

Source : Analyse Rothschild & Co

Exemples de réponses de politique publique apportées par les gouvernements (1/4)

<p>1</p> <p>Mécanismes de garanties pour les prêts</p>	<p><i>Albanie, Bulgarie, Croatie, République Tchèque, Géorgie, Guatemala, Pologne, Roumanie, Russie, Uruguay, Malaisie ...</i></p>	<p>Roumanie Une augmentation du plafond de garantie pour les fonds de roulement et les prêts à l'investissement contractés par les PME, qui est passé de 1 Mds d'EUR à 2 Mds EUR. En outre, ces prêts seront entièrement bonifiés (sans intérêt pour les emprunteurs)</p> <ul style="list-style-type: none">• Une garantie du gouvernement à hauteur de 90 % des prêts inférieurs ou équivalents à 0,2 M EUR et à hauteur de 80 % des prêts supérieurs à 0,2 M EUR. Le plafond pourrait atteindre 3Mds d'EUR en cas de besoin et garantira l'accès des PME au financement, tout en protégeant les banques contre le risque de défaut <p>Malaisie Les PME, y compris les micro-entreprises, recevront des prêts supplémentaires de 1 Mds EUR</p> <ul style="list-style-type: none">• Les PME pourront également demander des crédits à un taux d'intérêt réduit de 3,5%, contre 3,7 % précédemment• 0,2 Mds EUR supplémentaire sera injecté dans un fonds spécial pour aider à financer les entreprises, portant son montant total à 0,3 Mds EUR, tandis que 147M EUR de microcrédit seront mis à disposition• Le gouvernement garantira également à 80% les prêts des PME jusqu'à 0,2 Mds EUR
<p>2</p> <p>Mesures de soutien bancaire</p>	<p><i>Bahreïn, Bulgarie, Croatie, Indonésie, Jordanie, Île Maurice, Philippines, Pologne, Russie, Emirats Arabes Unis, Chili...</i></p>	<p>Émirats Arabe Unis La Banque centrale des Émirats Arabe Unis (CBUAE) a dévoilé une enveloppe de 25Mds EUR (soit 6,7% du PIB) comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none">• Des prêts garantis à taux zéro aux banques (12,3 Mds EUR) et autorisation d'utiliser les réserves de capital excédentaire des banques (12,3Mds EUR)• Une réduction de 15% à 25% des provisions pour les prêts aux PME ; une augmentation de 5 points de pourcentage du ratio prêt/valeur pour les acheteurs d'une première maison• L'exonération de tous les frais de service de paiement facturés par la CBUAE pendant six mois• Le relèvement de la limite de l'exposition des banques au secteur immobilier de 30% des actifs pondérés en fonction des risques, sous réserve d'un provisionnement adéquat

Exemples de réponses de politique publique apportées par les gouvernements (2/4)

3

Mesures
fiscales pour
les
entreprises
(exonération,
report, etc.)

*Argentine,
Albanie, Cap
Vert, Costa Rica,
El Salvador,
Hongrie,
Jordanie, Laos,
Liban, Maroc,
Afrique du Sud ...*

Albanie

500 M EUR pour le soutien des petites entreprises obligées de cesser leurs activités en raison de la pandémie, en leur versant le double du montant des salaires déclarés, le double des allocations de chômage et des plans d'aide sociale

- Le report du paiement des acomptes de l'impôt sur les bénéfices pour les petites entreprises
- 840 M EUR (0,6% du PIB) de fonds de garantie souveraine accessible aux entreprises afin qu'elles puissent accéder à des découverts dans le système bancaire pour payer les salaires de leurs employés
- La banque centrale a également annoncé une modification temporaire des exigences en matière de provisionnement, en vigueur du 12 mars au 31 mai, permettant aux entreprises de demander aux banques de différer les échéances de leurs prêts sans pénalités

Maroc Les autorités ont annoncé la création d'un fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie d'environ 0,8 Mds EUR. Ce fonds permettra de financer de nombreuses mesures :

- Toutes les entreprises peuvent reporter le paiement des cotisations sociales jusqu'au 30 juin
- Les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 1,8 M EUR peuvent différer le paiement des impôts
- La banque centrale a également annoncé que les paiements des prêts sont suspendus pour les petites et moyennes entreprises et les travailleurs indépendants jusqu'au 30 juin, et une nouvelle ligne de crédit bancaire est créée pour financer les dépenses opérationnelles des entreprises, qui est garantie par le Fonds Central de Garantie.

Exemples de réponses de politique publique apportées par les gouvernements (3/4)

4

**Soutien aux salariés
(indemnité forfaitaire,
etc.)**

***Argentine,
Arménie, Chili,
Costa Rica,
Indonésie,
Irlande,
Kazakhstan,
Pakistan,
Philippines,
Roumanie,
République
Tchèque,
Thaïlande ...***

Irlande

- Le programme COVID-19 de subvention salariale remboursant aux employeurs jusqu'à 70 % du salaire d'un employé - jusqu'à un niveau de 410€
- Le programme COVID-19 d'indemnité de maladie de 350€ par semaine pour les personnes en quarantaine certifiées médicalement (pendant un maximum de deux semaines)
- Une indemnité de chômage forfaitaire de 350€ par semaine, versée à tous les salariés et indépendants ayant perdu leur emploi en raison d'un ralentissement de l'activité économique causé par la pandémie COVID-19

République Tchèque

- Le versement par le gouvernement de 60% de la base de cotisation moyenne aux employés touchés par la quarantaine
- Dans le même temps, le gouvernement soutiendra les employeurs qui continuent, malgré la fermeture de leur entreprise, à verser 100% du salaire aux employés touchés en couvrant 80% des coûts salariaux
- En cas d'interruption de la chaîne d'approvisionnement qui est cruciale pour un employeur et que celui-ci continue à verser à ses employés une compensation d'au moins 80 % de la rémunération standard, l'État contribuera à hauteur de 50% de la compensation
- Si l'employeur est touché par une baisse significative de la demande de ses services et qu'il verse au moins 60% de la rémunération standard, l'État contribuera à hauteur de 50 % de l'indemnisation
- De plus, l'État soutiendra les travailleurs indépendants, qui s'occupent d'un enfant de 6 à 13 ans et qui ne peuvent pas aller travailler en raison du coronavirus, à hauteur de 15,4 EUR par jour
- Tous les travailleurs indépendants, qui n'ont que des revenus provenant de leur entreprise, bénéficieront d'un report de six mois des paiements d'assurance maladie et d'assurance sociale. Ce report couvre le montant de la prime d'assurance minimale, soit 182 EUR

Exemples de réponses de politique publique apportées par les gouvernements (4/4)

5

Appui aux ménages (transferts monétaires, denrées alimentaires, etc.)

Denrées alimentaires :
Grèce, Honduras, Liban, Bangladesh, Inde, Pakistan

Transferts monétaires :
Argentine, Iran, Jamaïque, Madagascar, Malaisie, Pérou, Tunisie, Inde, Pakistan

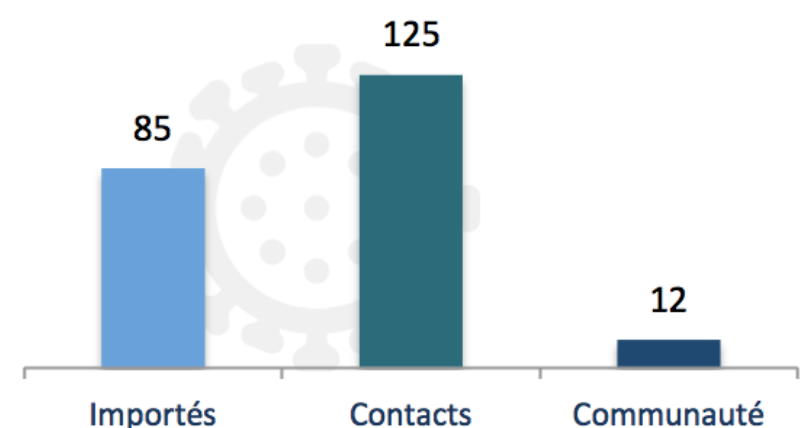
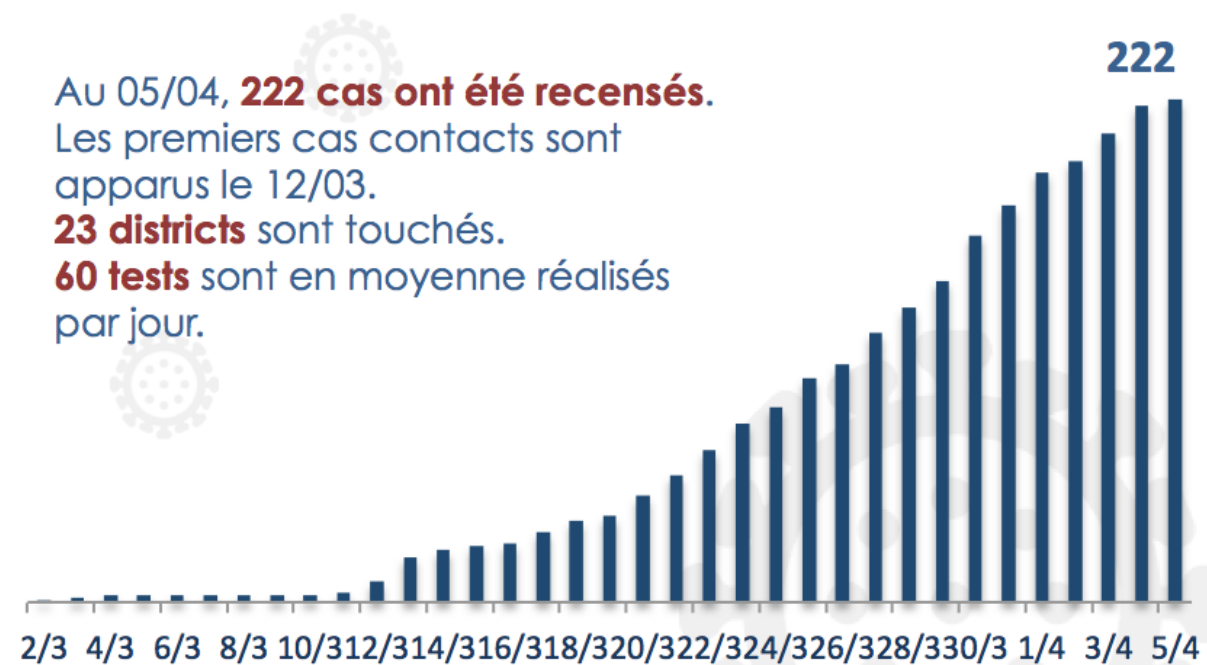
Inde

- Distribution gratuite de 5kg de blé ou de riz par personne chaque mois, avec 1kg de légumineuses pour chaque ménage à faible revenu (environ 800M de personnes) au cours des trois prochains mois
- Distribution gratuite de bouteilles de gaz de cuisson à 83M de ménages pauvres
- Transfert unique de 12 EUR à 30M de personnes âgées
- Transfert mensuel de 6 EUR à environ 200M de femmes pauvres au cours des trois prochains mois

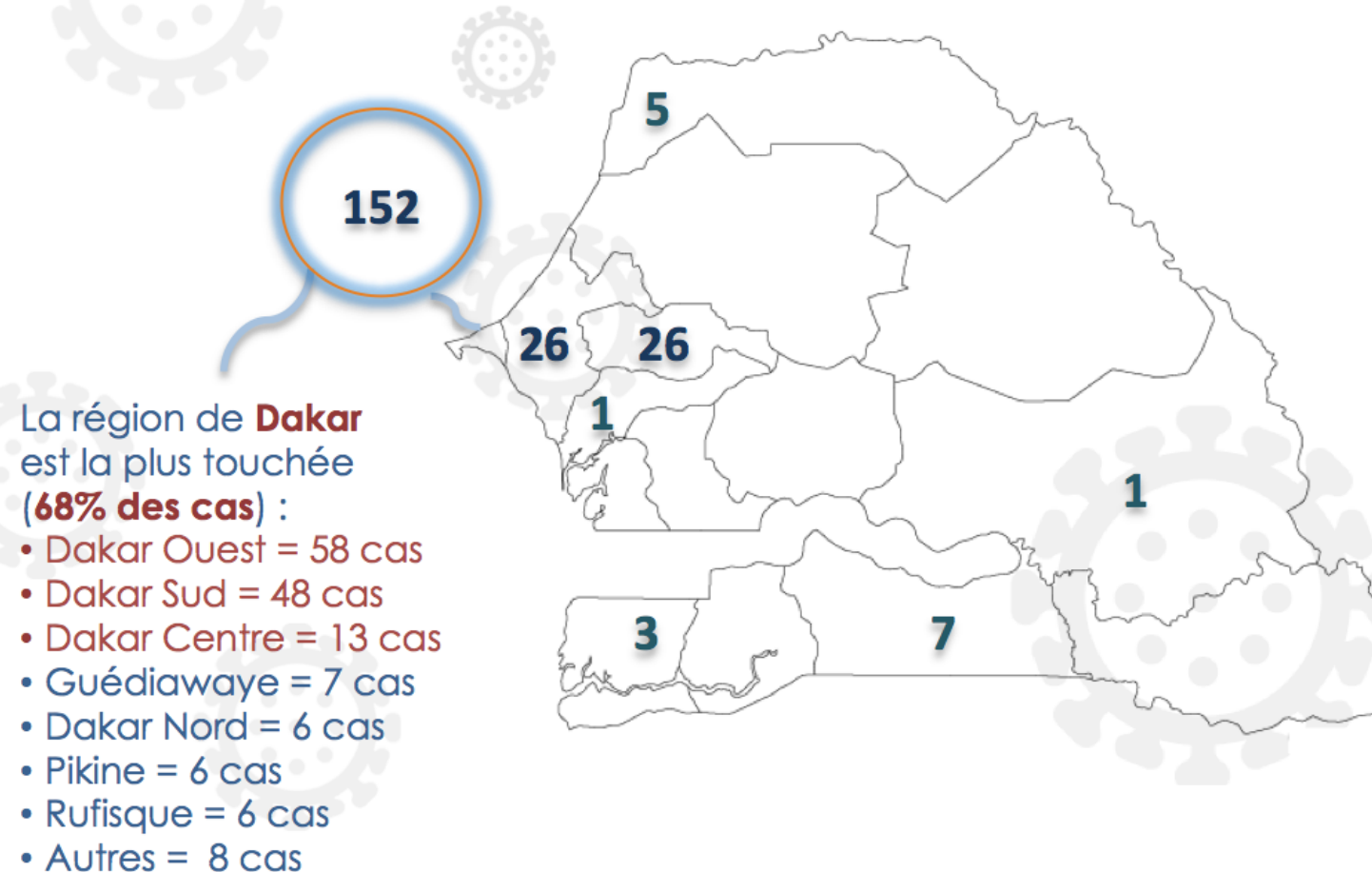
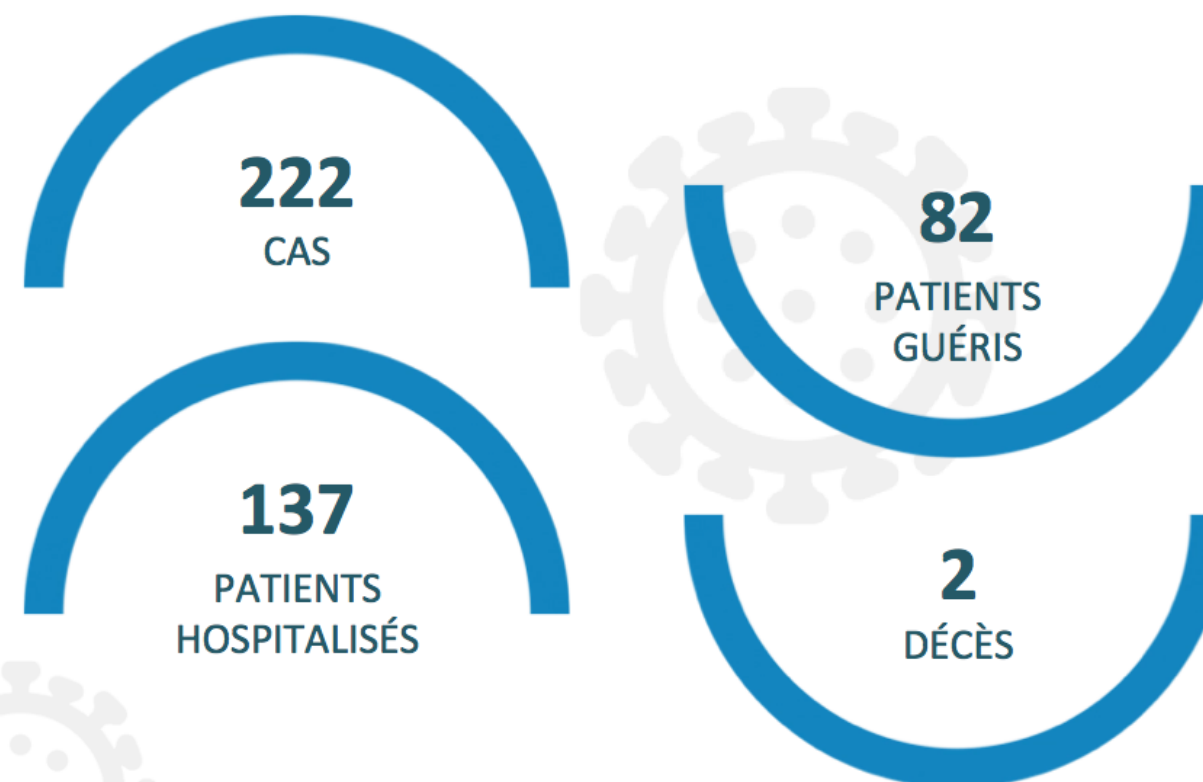
Pakistan

- Le versement d'une allocation aux travailleurs journaliers (1,1 Mds EUR)
- Des transferts en espèces aux familles à faible revenu (0,8 Mds EUR)
- Un approvisionnement accéléré en blé dans les semaines à venir (1,5 Mds EUR)
- Un soutien à la santé et à l'alimentation (820 M EUR)

Situation du Covid-19 au Sénégal



Les cas **contacts** représentent **57%** des cas identifiés.
 Les cas **importés** représentent **38%** des cas.
 Les cas issus de la **communauté** sont encore rares.



Analyse de l'impact de la pandémie du Covid-19 sur l'économie du Sénégal

Hypothèse générale : la pandémie dure trois mois, reprise timide pendant le 3^e trimestre de 2020 et retour à la normale au 4^e trimestre.

Canaux de transmission

- Les exportations enregistreraient en 2020 **une baisse de 16 % contre une hausse de 9% en 2019**
- Les importations accuseraient **une forte baisse, estimée à 18% en 2020 contre une hausse de 6% en 2019**
- Les envois de fonds, représentant plus de 10% du PIB du Sénégal, soit 1 300 milliards de FCFA, **connaîtraient un repli de près de 30% à la suite de la baisse de l'activité économique dans l'Union Européenne (BCEAO, sur la base d'un confinement qui ne dure pas en Europe)**
- D' autres secteurs tels que **la pêche, l'élevage, et les BTP** sont aussi affectés par la pandémie en plus des autres secteurs mentionnés

Secteurs les plus affectés : perte de chiffre d'affaires

Hébergement et de restauration

- Restauration : 56 milliards de FCFA
- Hôtels : 40 milliards de FCFA (pertes de recettes)
- Source : MTTA

Commerce

- 50 milliards de FCFA
- Source : MEPC

Transport

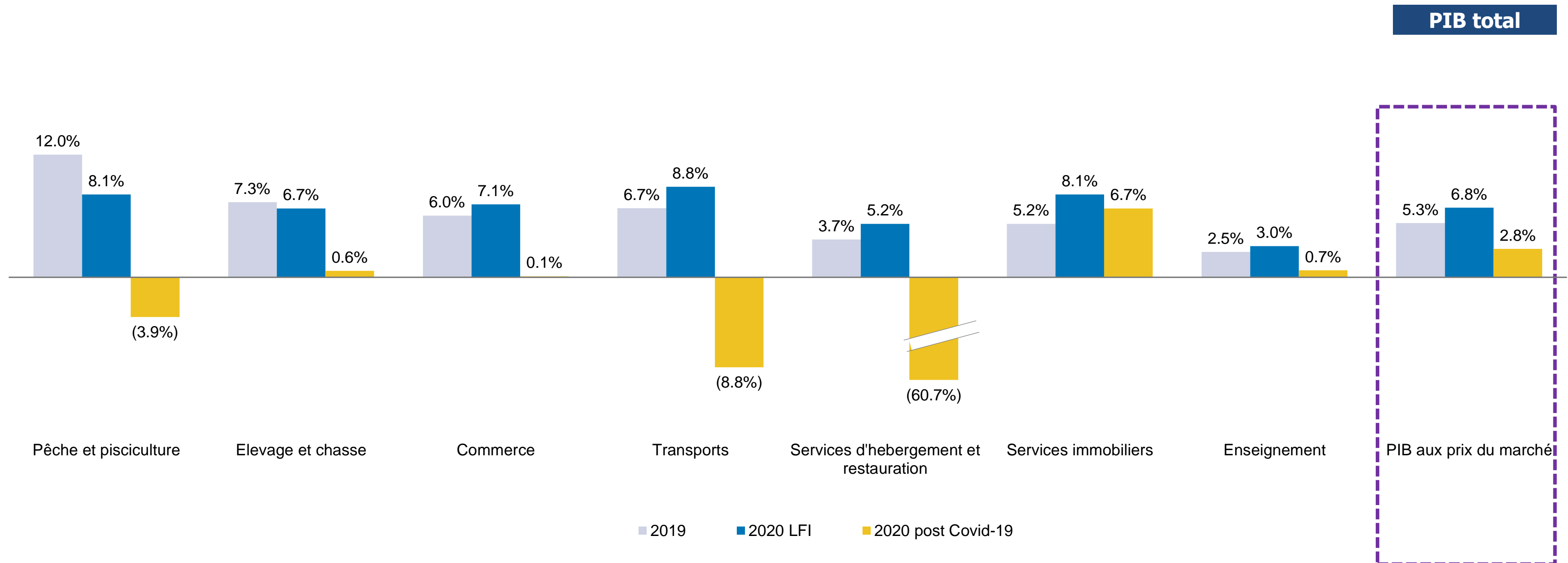
- Transport aérien (MTTA) : 34,3 milliards de FCFA
- Transport terrestre (MTTD) : 24,3 milliards de FCFA

Enseignement

- 1,3 milliards de FCFA
- Source : MEPC

Impact estimé sur la croissance de l'économie sénégalaise et principaux secteur affectés

Projections de croissance du PIB révisées pour l'année 2020 après prise en compte de l'impact du COVID-19

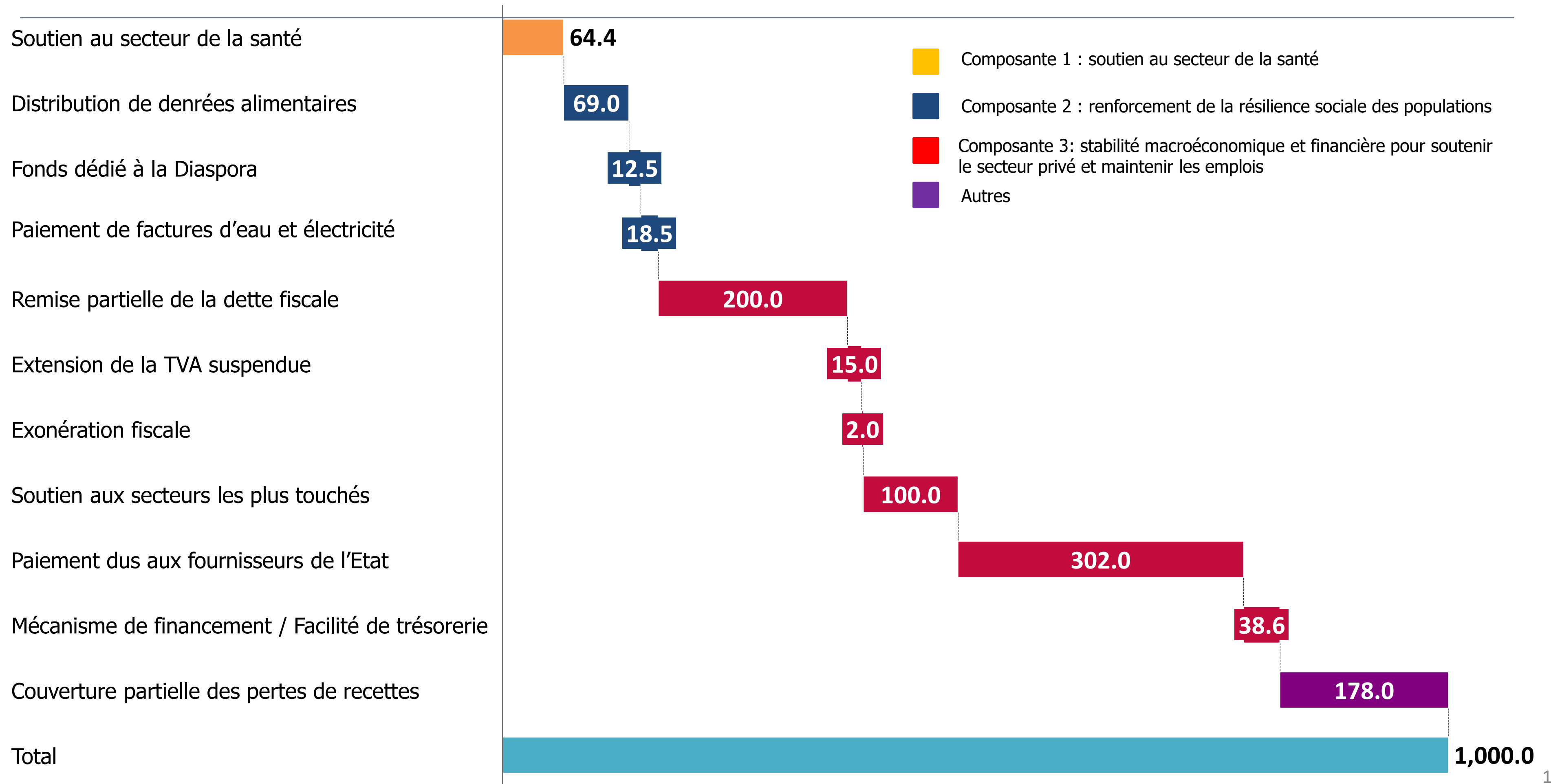


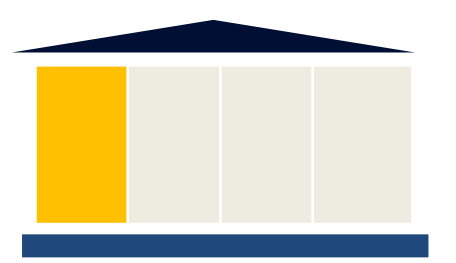
Piliers du Programme de Résilience économique et sociale



Supervision du Programme par un Comité de pilotage qui comprendra des représentants de l'Etat, de l'Assemblée nationale, toutes sensibilités confondues, et de la société civile

Composantes du programme de résilience économique et sociale





- Le plan de contingence du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale a pour objectif principal de renforcer les capacités du Sénégal à faire face à l'épidémie à travers les mesures suivantes :

1

La détection des cas suspects et des cas confirmés

2

L'isolement rapide desdits cas

3

Le renforcement des moyens de prévention et de contrôle de l'infection dans les structures sanitaires et en communauté

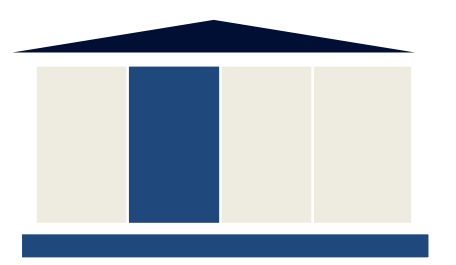
4

L'intensification de la communication de risque sur l'infection et la participation des populations aux mesures de riposte

5

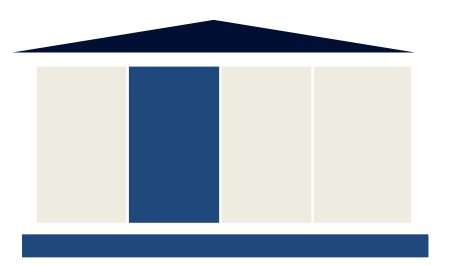
La coordination des interventions de riposte à l'épidémie

Globalement, une enveloppe de **64,4 milliards FCFA** consacrée au secteur de la santé



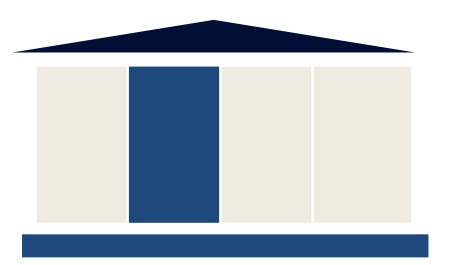
Distribution de denrées alimentaires

- Enveloppe de **69 milliards FCFA** consacrée à l'achat de vivres pour 1 million de ménages (y compris les daraas), ciblant rigoureusement les plus pauvres
- Kit alimentaire de produits de première nécessité (huile, pâtes alimentaires, riz, savon, sucre) pour un montant de 66 000 FCFA par ménage
- Modalités de cette mesure résumées ci-dessous :
 - Fréquence : une seule fois
 - Couverture : nationale
 - Bénéficiaires : 1 000 000 de ménages pauvres (y compris les daraas)
 - Budget : 69 milliards FCFA (frais de logistique inclus)
 - Démarrage : Avril 2020



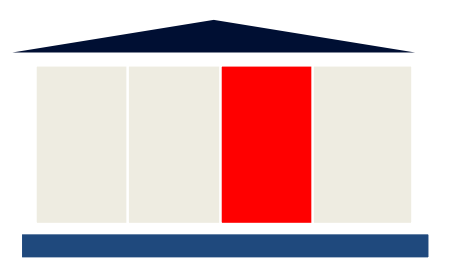
Soutien à la diaspora

- Des dotations d'un montant total de **12,5 milliards FCFA** seront allouées aux consulats et ambassades qui en assureront la répartition et le suivi
- Diaspora sénégalaise est principalement répartie entre la France, l'Italie, l'Espagne, des pays profondément touchés par la pandémie du COVID-19 et qui ont mis en place des mesures de confinement total
- Fonds aideront la diaspora qui a été profondément affectée par cette pandémie.



Païement de factures d'eau et électricité

- Objectif : aide aux couches vulnérables
- Soutien destiné aux populations vulnérables : toute la tranche sociale d'environ **15,5 milliards FCFA et 3 milliards FCFA** pour deux mois, respectivement pour les factures d'électricité (SENELEC) et d'eau (Sen' Eau)
- Modalités de cette phase résumées ci-dessous :
 - Fréquence : bimestrielle
 - Durée : deux mois
 - Couverture : nationale
 - Bénéficiaires : Tranche Sociale (975 522 ménages pour l'électricité; 670 000 ménages pour l' eau)
 - Budget : 18,5 Milliards de FCFA
 - Démarrage : Mai 2020



Mesures générales

Fiscalité

- Remise partielle de la dette fiscale constatée au 31 décembre 2019, due par les entreprises et les particuliers, pour un montant global de **200 milliards FCFA**
- Délai général de paiement de la TVA suspendue recouvrée par la douane et les services fiscaux de 12 à 24 mois
- Remises et suspensions d'impôts aux entreprises qui maintiennent leurs travailleurs en activité ou à payer plus de 70% du salaire des employés mis en chômage technique

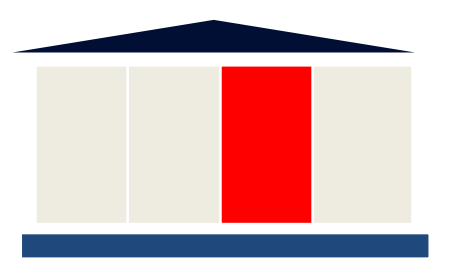
Apurement de la dette intérieure

- **302 milliards FCFA** consacrés au paiement dus aux fournisseurs de l'Etat

Mesures spécifiques pour les secteurs les plus impactés

Fiscalité

- Différé de paiement des impôts et taxes jusqu'au 15 juillet 2020



Mesures spécifiques pour les secteurs les plus impactés

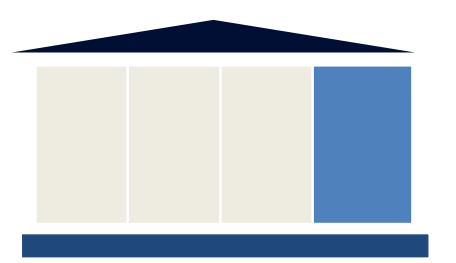
Financement

- Mise en place, en partenariat avec le secteur bancaire (BCEAO et banques commerciales), d'un **mécanisme de financement** des entreprises affectées par la crise du COVID-19 afin de leur permettre d'accéder aux ressources nécessaires leur permettant de faire face aux besoins urgents.

Ce mécanisme devrait permettre aux banques d'injecter une enveloppe de financement conséquente au profit de ces entreprises (**de l'ordre de 200 milliards FCFA**) sous forme de crédits de trésorerie ou d'investissement avec des conditions de taux d'intérêt et de maturité tenant compte de leurs situations. Des critères d'éligibilité et conditions de taux de sortie seront discutés avec les banques. Pour être opérationnel, ce dispositif devra être conjugué à des mesures d'accompagnement en termes de mobilisation des ressources, de maîtrise des risques et d'assouplissement de certaines dispositions réglementaires édictées par la Banque centrale. Des discussions, à finaliser dans les meilleurs délais à travers une convention cadre, ont déjà été engagées avec la profession bancaire. Les partenaires au développement pourraient contribuer aux cotés de l'Etat, notamment par la garantie de ces prêts.

Autres

- **Enveloppe de 100 milliards FCFA** spécifiquement dédiée à l'**appui direct** des secteurs de l'économie les plus durement touchés par la crise selon des modalités à définir en concertation avec les départements sectoriels concernés.



- Le Programme de résilience économique et sociale permettra d'assurer l'approvisionnement en hydrocarbures, produits médicaux, pharmaceutiques, et denrées de première nécessité, à travers les mesures suivantes:

1

Le renforcement de la surveillance du marché intérieur

2

La constitution de stocks de sécurité pour toutes les denrées de première nécessité et durant toute la période de la crise

3

Le maintien des prix des principaux denrées de première nécessité à leur niveau d'avant crise durant toute la période de la pandémie

4

L'accès des consommateurs sénégalais à des produits de très bonne qualité sur toute l'étendue du territoire national

5

L'atténuation des impacts sur l'offre nationale et la facilitation des opérations commerciales

Financement du FORCE COVID-19

- Une mobilisation des financements auprès des partenaires au développement, du secteur privé et de l'Etat ainsi des économies budgétaires de l'Etat permettra au Fonds FORCE COVID-19 d'être doté des ressources nécessaires.
- A ce jour, il a été engagé des échanges avec nos partenaires pour une mobilisation de financement en urgence:
 - Le FMI a déjà annoncé une aide financière d'urgence rapide
 - Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé une première opération pour soutenir la riposte sanitaire. D'autres appuis financiers sont en cours de finalisation
 - Des discussions sont avancées avec d'autres bailleurs pour un soutien financier. Il s'agit notamment de la BID et de la BAD
- Des institutions régionales telles que BOAD ont aussi apporté un soutien financier au Fonds Force COVID-10
- Le Secteur privé a déjà contribué à hauteur de 10 milliards FCFA. **Ces dons seront déduits de leur futur résultat fiscal**
- L'Etat privilégie un financement sous forme de dons et de prêts concessionnels pour mobiliser le reliquat de financement
- En dernier ressort, un report d'échéance de dette pourrait être envisagé.



Merci
de votre attention

